



Paroles de Gilets jaunes et blocage généralisé

Par [Jean-Yves Jézéquel](#)

Mondialisation.ca, 28 décembre 2019

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Histoire, société et culture](#)

Analyses: [Gilets jaunes](#)

Nous sommes une majorité en France à ne pas vouloir « réussir » dans le monde de la macronie. Nous sommes une majorité dans le monde à ne pas vouloir de « Rolex » avant 50 ans. Nous sommes une majorité en France et dans le monde à ne pas vouloir que des millions de personnes « ne soient rien » pour permettre à quelques unes de les dominer en se prenant pour les « élites » seules utiles, seules nécessaires, seules indispensables pour la défense d'intérêts devenus ceux d'une caste égocentrée et sans avenir possible!

Nous devons mettre en place un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple: une démocratie. Nous devons faire sécession d'avec le système habituel d'étatisation.

L'auto-gouvernement des citoyens présuppose et entraîne la déprofessionnalisation de la politique. C'est à nous d'organiser les communes libres et l'auto-gouvernement des Régions. Nous devons créer nos propres instances de justice, nos propres écoles, nos propres hôpitaux et centres de soins, en repensant le fonctionnement de toutes ces infrastructures. Nous devons « décoloniser les Provinces ». Nous n'avons pas besoin d'attendre quelque chose de ceux qui prétendent nous « gouverner »: faisons, agissons, dès maintenant sans attendre d'avantage.

L'ultralibéralisme est l'ennemi à abattre parce que c'est lui qui a engendré un endettement croissant des Etats. Les Etats ont ainsi organisé, comme Macron le fait en France, un transfert massif de l'argent public issu des impôts vers le système bancaire principal détenteur du capital. En France, les deux tiers de l'impôt sur le revenu financent les intérêts de la dette!

Les Etats sont devenus complètement dépendants des marchés financiers par la « dette » et sont contraints de continuer à emprunter à ces mêmes marchés financiers, assurant à ses derniers une béatitude éternelle sur le dos de ceux qui alimentent par leurs impôts, ce monstre esclavagiste.

Les agences de notations veillent à ce que les Etats ne puissent pas s'écarter de l'orthodoxie idéologique de l'ultralibéralisme: une dégradation entraîne aussitôt « une hausse des taux d'intérêts de l'emprunt obligé! »

C'est un mécanisme de vampirisation efficace qui a été organisé par le système financier capitaliste parasitaire. Ce sont donc les organismes bancaires qui décident quelle politique les Etats doivent appliquer: un comble absolu!

Toutes les politiques sont décrédibilisées. Les hommes politiques pratiquent obligatoirement

la trahison, puisque pour être élus, ils ont besoin de promettre le mieux aux électeurs en les trahissant aussitôt élus, puisqu'ils ne peuvent rien faire sans la permission du système financier bancaire auquel ils doivent obéissance...

De là vient que le peuple ne veut plus des politiques qui le « représentent »: il veut gouverner lui-même par une démocratie directe!

C'est absolument logique et le point de rupture entre le peuple et la puissance bancaire qui veut garder son pouvoir totalitaire sur les sociétés!

De plus, la marchandisation s'est généralisée, jusque dans le domaine de la subjectivité humaine. C'est le système financier qui a supplanté l'économie: la finance n'est plus du tout au service de l'économie, c'est l'économie qui est au service de la finance. On a là un inversement pervers du couple « économie/finance ». La finance est dominante et elle fait la pluie et le beau temps à son gré, au gré des fluctuations boursières et des purs intérêts du Capital, quant à eux ne se souciant absolument pas de la condition humaine liée à la réalité économique.

Les Etats se trouvent piégés par la menace de la spéculation monétaire, le comportement pervers des marchés, la fuite des capitaux, la hausse des taux d'intérêt, la délocalisation des activités... C'est l'ensemble de ces mécanismes prédateurs qui bride les Etats et les tient sous leur domination.

Il s'agit donc fondamentalement de sortir absolument de la logique capitaliste, car on ne peut pas retrouver le « capitalisme » qui existait avant l'avènement de l'ultralibéralisme. Le capitalisme ne peut que produire ce qui nous détruit aujourd'hui en nous conduisant de plus en plus au désastre écologique qui vient.

Le consumérisme compulsif avec l'obligation de la productivité est inhérent au capitalisme. La surenchère obligatoire et permanente du marchandisme, entraîne la catastrophe climatique qui va en s'accéléralant rapidement. Il n'y a pas de capitalisme vert, une solution qui pourrait venir de la logique capitaliste. Toutes les énergies alternatives entraînent à leur tour de nouveaux problèmes écologiques à partir du moment où elles continuent de s'inscrire dans une logique productiviste, et c'est bien le cas...

Or, arrêter le productivisme dans la logique du capitalisme qui fait loi actuellement, équivaut à une chute spectaculaire dans la « crise » majeure, entraînant une autre catastrophe humaine inévitable. On est donc pris entre deux feux: celui de l'ultralibéralisme et celui de l'écologie, incompatibles entre eux.

Là où on en est arrivé, à cause de la logique capitaliste devenue l'ultralibéralisme, ne permet déjà plus d'arrêter le désastre à venir. Celui-ci aura donc lieu et il va détruire massivement les expressions diverses de la vie sur Terre. Seuls, ceux qui sont à l'écoute des règles de la vie sur Terre, pourront peut-être s'en sortir et constitueront un noyau de rescapés ayant l'obligation de repenser radicalement la façon de vivre de l'espèce menacée de disparition totale.

La question qui se pose à l'humanité présente, dit Jérôme Baschet, dans son livre « Une juste colère », éditions Divergences, 2019, est de « *savoir si l'humanité parviendra à se débarrasser du capitalisme avant que celui-ci ne se débarrasse d'elle !* »

Nous devons également nous rappeler ici, que le capitalisme n'est pas simplement une

domination du monde de la finance à travers la consommation et la production marchande, c'est aussi une emprise sur tous les aspects de la subjectivité humaine, faisant de la vie des personnes une marchandise à plein temps. A cause de cela, les grèves et les manifestations ne sont plus suffisantes, il faut également concevoir la stratégie du « blocage », car le blocage fait échec à toute l'organisation capitaliste de la domination et de l'exploitation de l'homme comme marchandise...

C'est parce que le capitalisme a envahi les multiples aspects de la vie que le chômage de masse est apparu. Les chômeurs devenus légions ont rejoint les autres exclus du système et tous ensemble ils sont d'office condamnés à l'inexistence sociale.

Les citoyens se sont sentis radicalement dépossédés de leur droit d'exister décemment, de leur responsabilité, de leur souveraineté et de leur vie tout court. La réaction violente du gouvernement contre les Gilets jaunes a prouvé que les personnes étaient massivement dépossédées de leur propre existence et empêchées de vivre normalement. Cela donne à la situation actuelle un caractère insupportable et parfaitement odieux qui ne peut que légitimer la réaction d'une résistance défensive proportionnée...

Chacun a le devoir de défendre sa vie. Si le gouvernement illégitime actuellement en place, se comporte comme un tyran, il va de soi que les citoyens ont le devoir de le traiter comme n'importe quel tyran: par l'élimination. Mais, avec lui, c'est le système tout entier qu'il faut radicalement éliminer.

Ce qui se passe donc actuellement dans la résistance des Gilets jaunes, n'a rien à voir avec une pure et simple lutte des classes, et en particulier celle du prolétariat. C'est l'ensemble des citoyens qui est confronté à cette dépossession généralisée du droit d'existence décente.

Pour les « profiteurs d'en haut », ceux qui ne sont pas devenus eux-mêmes profiteurs avec ceux d'en haut, sont ceux qui « ne sont rien », dixit Macron.

C'est donc toute l'humanité qui est menacée par les « profiteurs d'en haut », ceux qui sont parvenus à « posséder une Rolex avant 50 ans », car la majorité des personnes formant l'humanité est radicalement dépossédée de son droit à une existence décente. C'est le capitalisme qui menace de détruire l'humanité: il faut donc s'y opposer sans attendre.

Il ne s'agit plus de libérer le travail du capital, comme cela a été le cas dans la lutte des classes pendant longtemps, il s'agit aujourd'hui de se libérer de la tyrannie de « l'emploi », c'est-à-dire du « travail pénal », comme j'ai l'habitude de le qualifier, et non pas du travail créatif et réalisant...

L'asservissement des individus au travail pénal ou à « l'emploi » (en d'autres termes, à l'exploitation: les personnes sont « employées », utilisées et donc jetées dès qu'elles ne sont plus rentables) ne permet plus aux personnes d'accéder à une existence sociale décente et respectable. La résistance à l'économisme marchand, la destitution de ceux qui l'animent, la révolte et la sécession d'avec ce pouvoir prédateur, les initiatives de vie émancipée de la vision capitaliste des profiteurs d'en haut, doivent ensemble déboucher sur une réappropriation de tout ce qui explique la dépossession actuelle généralisée du droit à une existence décente. C'est là que les peuples ne doivent pas attendre quelque chose des gouvernants. Ils doivent gouverner eux-mêmes, ce qui présuppose le renversement de ce système mis en place par les « profiteurs d'en haut ».

C'est la raison pour laquelle, seule une démocratie réelle est aujourd'hui l'objectif et le sujet majeur de la révolte généralisée. Il faut maintenant que s'installent l'auto-organisation des villes et villages et l'autogouvernement des régions. Il s'agit de « décoloniser les provinces », comme le dit Michel Onfray, de généraliser les assemblées populaires; plus de « représentants » politiques. La dépossession de la souveraineté politique des citoyens doit cesser.

Ces assemblées populaires doivent organiser la vie collective, émancipée de l'étatisation, sans tarder et sans perdre son temps dans des palabres interminables, au niveau des villages, des quartiers, des communes qui se fédéreront en régions auto gouvernées.

Les exemples ne manquent pas : nous avons déjà évoqué dans des articles précédents, le cas de la Commune de Paris en 1871, le cas de Marinaleda en Espagne, qui est une expérience avérée, fonctionnant depuis 1977, le cas du Val-de-Suse en Italie, le cas du Chiapas au Mexique qui a 25 ans d'expérience, le cas de Tarnac dans le Limousin, le collectif « Notre Dame des Landes »...

Nous avons largement exposé le cas du Chiapas comme exemplaire pour le projet des Gilets jaunes. Au Chiapas, « le peuple dirige et le gouvernement obéit ». C'est le peuple qui a décidé de se constituer comme gouvernement, sans demander l'avis du « gouvernement » mexicain en place. Pour cela il a constitué une « armée populaire de tradition zapatiste » capable de faire entendre au gouvernement mexicain qu'il ne devait pas l'empêcher de conquérir la démocratie!

Toutes les décisions générales doivent être prises en accord avec les assemblées locales. L'expérience du Chiapas démontre que les initiatives qui sont prises sans l'avis des assemblées locales sont toutes vouées à l'échec. On pourra se référer à l'article déjà publié sur « le Chiapas exemplaire », dans www.mondialisation.ca du 30 septembre 2019 et aussi à la synthèse de Jérôme Baschet dans son livre « Une juste colère », éditions Divergences, 2019, pages 80-86.

Les Français ont une capacité collective à s'autogouverner et cela légitime la destitution des pouvoirs étatiques en place. Le système politique « représentatif » était basé sur l'affirmation que le peuple est ignare, « il ne sait rien et surtout pas ce qu'il veut »; il est synonyme d'anarchie. Le régime « représentatif » implique une infantilisation des citoyens et une organisation qui les dépossède de leur souveraineté politique. Une vraie démocratie implique la souveraineté réelle du peuple. De cette manière, le pouvoir n'est plus une expression de la psycho pathologie humaine, (une perversion qui prétend être légitime et qui au nom de cette gageure s'exerce sur le peuple), il devient le « pouvoir de faire ». Il est clair que cette autonomie du pouvoir venant d'en bas élimine en soi les impératifs capitalistes imposés aux gouvernements qui s'imposent aux peuples depuis l'en haut des « élites » au service des intérêts financiers dont elles profitent elles-mêmes.

C'est une logique des espaces libérés de la mainmise des impératifs de l'économisme marchand que nous voulons mettre en place. Le démantèlement complet du système productif marchand doit faire place à un imaginaire créatif important pour ne pas simplement faire marcher un nouveau système de propriété même s'il est conçu au bénéfice de tous. Ce qui devra être produit n'est pas seulement déterminé par la question des « besoins », mais aussi par les décisions des assemblées communales concernées et qui impliquent une organisation collective... Ce qui doit se substituer à la valeur marchande, c'est le « bien vivre » explicité par Evo Morales en Bolivie et les communautés

amérindiennes. Il ne s'agit pas de vouloir toujours « mieux vivre », ce qui entraîne le productivisme, il s'agit de « bien vivre ». Le « bien vivre » des humains s'éprouve, se vit, s'expérimente à travers l'existence de chacun. Le « bien vivre » met en échec la logique de l'économisme marchand, grâce aux espaces libérés de la tyrannie capitaliste dans sa forme actuelle ultralibérale. Ces espaces émancipés et libérés de la logique marchande vont devenir la seule organisation capable de résister au désastre écologique final qui vient. Certes, l'organisation mafieuse et violente du monde capitaliste tentera de s'imposer à ces expériences nouvelles. C'est pourquoi, le peuple doit être prêt à se défendre même avec les armes contre ces pouvoirs mafieux esclavagistes. « ... *La multiplication des espaces libérés et la perspective d'un blocage généralisé du monde* » (Cf., J.Baschet, op.cit. page 97) de l'économisme marchand, sont complémentaires. La communauté de destin n'est pas un « nous » homogène, c'est un « nous » multiple, un ensemble qui fonctionne avec les différences et donc les complémentarités.

Il ne s'agit en aucun cas d'opposer une conception de l'individuel avec une conception du collectif. La propagande ultralibérale dit que seul l'individuel est libre alors que le collectif ne peut être envisagé que comme renoncement à la liberté individuelle et à la singularité. En réalité les singularités individuelles ne peuvent s'exprimer que grâce à la complémentarité des multiples formant un collectif coopératif. De même, selon la culture judéo chrétienne, l'homme serait en dehors de la nature et supérieur à la nature, le représentant du créateur de la nature se plaçant au-dessus de la nature. C'est ce qui l'a amené à saccager la nature, à dominer la nature, à l'exploiter et à la polluer. (Cf., Eugen Drewermann, « Le progrès meurtrier », éditions Stock, 1993) Il s'agit également de récuser ce fondement culturel désastreux et considérer que la Terre ne nous appartient pas, puisque c'est nous qui appartenons à la Terre.

Le monde que nous devons créer est un monde qui intégrera la pluralité des mondes. Les lieux sont singuliers et il y a une manière spécifique de les habiter. « *Le bien vivre est un principe commun qui ouvre à la multiplicité de ses formes concrètes, en fonction de la diversité des lieux et des trajectoires des collectifs concernés.* » (Cf., J.Baschet, op. cit., page 109)

Conclusion

Le capitalisme doit être aboli radicalement, car il est en soi biocide, écocide, pathologique et foncièrement humanicide, dit Jérôme Baschet dans son livre « une juste colère » (page 112 et 113). C'est le fanatisme productiviste de la marchandisation qui nous conduit à la destruction. Il n'y a pas d'autre solution que de rentrer en guerre contre cet économisme marchand. La solution n'est pas dans le fait de s'emparer de l'État et de le transformer, mais elle est dans le fait de libérer des espaces d'autonomie complète, permettant de sortir de toute dépendance avec cet économisme marchand. Bloquer tout ce qui permet de nous tuer et de nous déposséder de tout est la voie obligatoire de la résistance présente et urgente. Multiplier les « espaces libérés » ne sera pas suffisant. Il faut également intensifier les soulèvements et les blocages afin de ruiner cette entreprise de destruction qu'est l'économisme marchand.

Jean-Yves Jézéquel

Articles Par : **Jean-Yves Jézéquel**

A propos :

Jean-Yves Jézéquel, philosophe et psychanalyste, diplômé du troisième cycle en sciences humaines, est l'auteur d'une trentaine d'essais en philosophie, spiritualité, religion, psychologie. Il publie également depuis 2014, une série d'analyses sur les grandes questions actuelles de société.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca